

■ Vernouillet

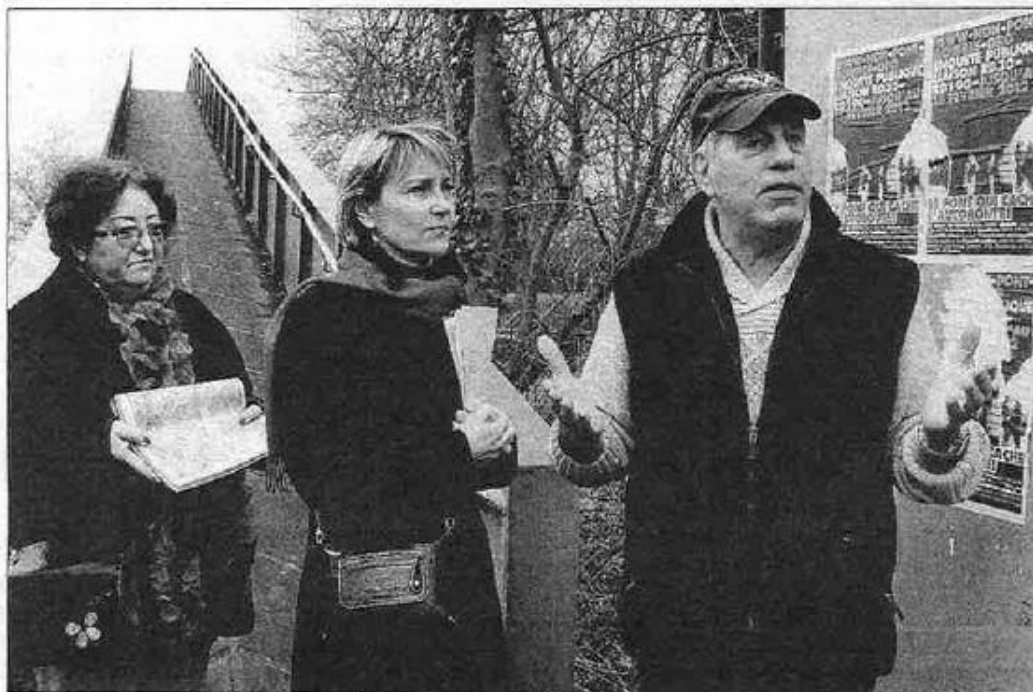
A 104 : Lopez-Jollivet manifeste son inquiétude

Invitée sur le parcours du prolongement de l'A 104 par le COPRA 184, le maire (PS) de Vernouillet n'a pas caché son inquiétude quant aux conséquences de ce projet.

Jeudi 23 février, Marie-Hélène Lopez-Jollivet, le maire (PS) de Vernouillet, s'est rendu sur les sites traversés par la future A 104 afin « d'évaluer sur le terrain l'ampleur du projet et des périls environnementaux qui menacent Vernouillet ».

« Les objectifs ne sont pas clairs »

Accompagnée de Christiane Paravy et de Victor Blot, respectivement présidente et porte-parole du Collectif pour la Protection des Riverains de l'A 104 (COPRA), l'élue n'a pas caché son inquiétude quant aux conséquences de ce prolongement de la Francilienne jusqu'à Achères en plus de la construction d'un pont entre Achères et Carrières-sous-Poissy. L'addition de ces deux projets pourrait en effet créer d'énormes flux de circulation



■ Au centre, Marie-Hélène Lopez-Jollivet, le maire (PS) de Vernouillet, a été interpellée par le discours des membres du COPRA.

dans les villes voisines. « La Ville de Vernouillet tient à manifester son inquiétude, a

lancé Marie-Hélène Lopez-Jollivet. Il y a une réelle absence de transparence sur la réalité

de ces projets. Les objectifs ne sont pas clairs et la qualité de vie sur l'ensemble de notre ter-

ritoire pourrait être touchée. » A ses côtés, Victor Blot, le porte-parole du COPRA, en remet une couche. « Il ne faut pas que chacun prenne des décisions dans son coin, lance-t-il. La création d'un port multimodal à Achères n'était même pas évoquée dans le débat public. Il faut aussi que les villes du Sud comme Vernouillet prennent conscience des risques qui découlent de l'ensemble de ces projets. »

Une vigilance accrue

Alors que le COPRA a découvert qu'un appel d'offres avait été lancé par l'Etat pour le prolongement de la Francilienne jusqu'à Achères, alors qu'aucune décision officielle n'a été communiquée, le collectif et l'édile dénoncent également l'hypothèse d'une autoroute payante. « Ce serait un non-sens, déplore Marie-Hélène

Lopez-Jollivet. Ces infrastructures sont destinées à favoriser l'emploi. Ce n'est pas seulement pour les cadres. »

Le maire de Vernouillet assure en tout qu'elle interpellera François Hollande en cas de victoire à la prochaine présidentielle et qu'elle gardera « sa propre voix » au sein de la Communauté d'Agglomération des Deux Rives de Seine (CA2RS). « J'observe les dossiers de façon constructive et quand je ne suis pas d'accord, je le dis. Il faut absolument trouver un équilibre pour le développement de notre territoire et savoir quel est le projet économique et les perspectives qui en découlent. »

Quant au COPRA, il devrait continuer prochainement sa mobilisation, notamment avec des opérations de consultation de la population.

T.C.